



SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDES 30 JUIN 2009

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2009

Présentation de PISCINES GROUPE GA	p.3
Faits majeurs premier semestre 2009	p.4
Perspectives 2009 - 2010	p.6
Bilan consolidé au 30 juin 2009	p.7
Compte de résultat consolidé au 30 juin 2009	p.9
Tableau de flux de trésorerie	p.11
Règles et méthodes comptables	p.13
Notes sur le bilan	p.17
Notes sur le compte de résultat	p.22

PISCINES GROUPE GA Comptes consolidés au 30 juin 2009

I - PRÉSENTATION DE PISCINES GROUPE GA

PISCINES GROUPE GA a été constituée sous forme de SA au capital de 38 112 € le 30 avril 1990.

La société était alors dénommée " Groupe Gérard ANDREI " (le changement de dénomination sociale est intervenu le 27 janvier 2006).

Le Groupe fabrique et commercialise des piscines en matériaux composites et certains produits accessoires (dalles, margelles) en France et à l'étranger.

PISCINES GROUPE GA est le leader incontesté sur son marché en France dans le segment des piscines en matériaux composites.

Il dispose de 7 unités de productions de piscines U1 PPP, U2 PPP, U3 PPP, U4 PPP, U5 PPP, U6 PPP, Union Piscines France sur le territoire national. Les filiales de PISCINES GROUPE GA sont également membres d'un GIE dénommé "Piscinergie Polyester", lequel regroupe les services techniques communs aux filiales (le service transport, le service achat, ...).

Depuis le dernier trimestre 2007, le Groupe compte une filiale de plus au Maroc, qu'il détient à 100%.

- Potentiel de production et positionnement géographique en France :

En 2004, 2005 et 2006, PISCINES GROUPE GA a fortement investi dans le développement de son outil de production. Il s'est doté de 3 unités supplémentaires : à savoir U4 PPP, U5 PPP et U6 PPP, ceci pour répondre à une demande sans cesse croissante, et pour des raisons logistiques. Ainsi un revendeur professionnel est présent à moins de 4 heures d'un site de fabrication.

L'implantation de ces 3 usines (bas Rhin, Tarn et Garonne, Mayenne) renforce le positionnement géographique du Groupe et offre un meilleur maillage territorial.

La mise en place de nouvelles unités de production permet à PISCINES GROUPE GA d'être en mesure de produire 10 000 piscines par an.

Il faut rajouter la SMP (Société de Moulage Provençal) qui est spécialisée dans la production de produit béton, tels que : margelles et dallage et la SIP GARD détenue à 51% qui est une filiale de distribution.

Ainsi les unités de production de PISCINES GROUPE GA couvrent l'ensemble du territoire français.

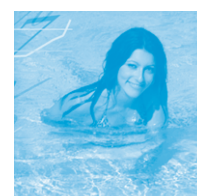
Toutes ces entités sont autonomes, dotées de moyens informatiques, d'un service comptable et de tout le personnel de production et administratif nécessaire.

- La commercialisation :

Le Groupe commercialise ses piscines en matériaux composites sous 6 marques :

- PISCINES PROVENCE POLYESTER
- UNION PISCINES France
- POP Europe Piscines/France
- ASTILA Piscines
- DX Piscines
- OLYMPE Piscines

La création de 2 marques qui viennent se rajouter aux marques PROVENCE POLYESTER, UNION PISCINES, POP PISCINES et ASTILA PISCINES, à savoir les marques DX PISCINES et OLYMPE PISCINES nous permet de commercialiser nos 200 modèles de piscines sous 6 marques différentes. Cela nous donne la possibilité de démultiplier sur le territoire Français le nombre de nos distributeurs et donc nos points de représentation.



II - FAITS MAJEURS PREMIER SEMESTRE 2009

- Résultat - Commentaires

PISCINES GROUPE GA a accusé une baisse de 22,4% de son chiffre d'affaires au premier semestre 2009, à 17,9 millions d'euros. Le volume de piscines facturées au 30 juin 2009 est ressorti à 2 449 contre 2 970 au 30 juin 2008.

M€	30/06/2008	30/06/2008	31/12/2008
Chiffre d'affaires	17,9	23	35,2
Nombre de piscines	2 449	2 970	4 496

Cette baisse du chiffre d'affaires est liée au contexte macro-économique impacté par la crise des « subprimes ».

La baisse en volume entre le S1 2009 et le S1 2008, est de - 17,5%.

Si le premier trimestre affiche un retard de - 30%, nous observons un rattrapage sur le second trimestre avec une baisse de seulement 13%.

La crise est-elle terminée ? Rien ne permet de le dire.

- Les coûts de structure

En réaction à la baisse de l'activité, l'objectif du Groupe est de réduire les charges de structure, tout en maintenant le maillage territorial représenté par les 7 unités de production implantées nationalement.

Ce maintien représente malgré tout un coût, mais ce choix de maillage est jugé stratégique.

La proximité des usines de production vis-à-vis des clients professionnels est considérée comme un avantage concurrentiel, en terme de réactivité, et de services.

Conscient du surcoût généré par le maintien de toutes les unités de production, PISCINES GROUPE GA, a entamé depuis septembre 2008 une politique de réduction de ses dépenses.

Le coût de la structure s'établit à 9,9 M€ au 30/06/2009 contre 12,1 M€ au 30/06/2008. A noter que PGA M1 (Maroc) affiche un coût de fonctionnement de 397 K€ identique au 30/06/2008 (409 K€).

Nous réalisons donc 2,23 M€ d'économies de charges de structure (-18,4%) sur le S1 2009 comparé au S1 2008. Ces allègements de structure viennent s'ajouter à celles réalisées sur l'exercice 2008.

Nous comptons bien maintenir ces efforts sur le second semestre 2009, comme un des principaux moyens de lutte contre la crise.

K€	30/06/2009	30/06/2008	Variation
Masse salariale	4 918	6 203	-1 285
Intérim	240	298	-48

L'ensemble des charges externes est impacté par cette recherche de rationalisation des coûts : réduction de ce poste de 19,26 %.

Ainsi les « Frais de déplacement » sont réduits de 19,8% cette réduction représente 11,6% de la baisse des charges externe. Le poste « foires publicité » est impacté de 30,6% et représente 16,7 % de la baisse

- Prix de revient

Ces économies ainsi réalisées, permettent en outre de maintenir le coût direct de main-d'œuvre par piscine produite.

Il reste équivalent au S1 2008 et en baisse par rapport au S1 2007, et ceci malgré la baisse importante de la production depuis l'arrivée de la crise.

Quant aux coût des matières premières, leur incidence est stable sur le prix de revient.

- Coûts des litiges

La politique de règlement alternatif des conflits par le recours à la transaction continue d'être privilégiée.

- Ratios - indicateurs

Le résultat d'exploitation du 30 juin 2009 ressort à 774 K€ contre 2 914 K€ en 2008.

La marge brute s'établit à 61,05% contre 62,26% en 2008 sur la même période. Cette réduction est principalement liée aux promotions faites par le Groupe pour lutter contre les effets négatifs de la crise.

Cette baisse de la marge brute, est exclusivement liée à la politique promotionnelle, dans la mesure où le prix de revient des piscines est maîtrisé.

La capacité d'autofinancement ressort à 1 432 K€ contre 2 946 K€ au 30/06/2008 et L'Ebitda à 1 859 K€.



- Trésorerie

Avec la crise qui impacte le chiffre d'affaires du Groupe, priorité est donnée à la trésorerie.

Courant Avril 2009, et face à la baisse du carnet de commandes, une gestion rigoureuse des stocks est mise en place : diminuer les niveaux de stocks dans toutes les sociétés du Groupe.

En l'espace de deux mois et demi, le stock global de piscines décroît de 240 unités. Il en va de même des matières et des marchandises.

Cette rationalisation des stocks de piscines va se poursuivre sur les prochains mois, et nous prévoyons de dépasser les 400 piscines.

Cette gestion rigoureuse des stocks, adossée aux allègements de la structure, permet ainsi au Groupe de conserver le même niveau de trésorerie qu'au 30 juin 2008, malgré la baisse de son chiffre d'affaires.

De plus, le Groupe a remboursé 3,1 M€ de sa dette financière constatée au 31 Décembre 2008.

Le Besoin en fond de roulement d'exploitation se présente de la façon suivante :

K€	30/06/2009	30/06/2008
Stocks	7 982	9 248
Clients	2 341	2 567
Fournisseurs et comptes rattachés	-3 436	-5 005
BFR EXPLOITATION	6 887	6 510

La baisse du poste fournisseur s'explique par d'une part : une réduction de 25% de la production et d'autre part : par la réduction des délais paiement fournisseurs. En effet à compter du 1er janvier 2009, le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture.

- Implantation au Maroc

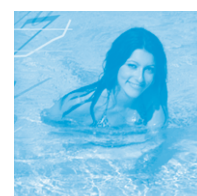
Après l'agencement de l'usine et la mise en place de la production, les premières ventes se réalisent.

Le chiffre d'affaire réalisé au 30 juin 2009 est de 417 K€ contre 28 K€ en 2008 pour la même période et 116 K€ pour l'année 2008.

Le résultat d'exploitation en contribution de PGA M1 est -200 K€ au 30 juin contre -308 K€ en 2008.

Nous maintenons nos efforts sur la commercialisation des produits et dans la recherche de nouveaux distributeurs.

Compte tenu des commandes en cours, nous maintenons notre objectif d'équilibrer nos comptes sur 2009.



III - PERSPECTIVES 2009-2010

Faire des prévisions dans un tel contexte de crise, est devenu un exercice des plus aléatoire.

Si l'on se limite aux seuls faits des derniers mois passés, l'on constate que le volume de piscines facturé sur les mois de Mai, Juin, Juillet et Août 2009, est identique au volume réalisé en 2008, sur la même période. Quant au carnet de commandes, il affiche sur cette même période une progression de près de 20%.

C'est le constat qui a été fait tout au long de ce premier semestre 2009 : un retard plus important en terme de facturation qu'en terme de commandes globales. Ce qui signifie, que le retard pris sur le S1 2009 est principalement imputable au dernier trimestre 2008. Ensuite, le niveau des commandes s'est sensiblement redressé.

La crise est-elle terminée ? Rien ne permet de l'affirmer. Les paramètres économiques sont trop incertains pour pouvoir raisonnablement faire des prévisions.

Par contre, au moment de la reprise économique, parce qu'il y aura reprise, PISCINES GROUPE GA sera prêt pour répondre aux commandes.

Les allègements de charges générées depuis 2008, ont permis de maintenir intact l'outil de production.

Dans l'éventualité d'une reprise forte et rapide, le Groupe serait en mesure de servir des taux de progression importants.

Dès la première année de reprise, 5 500 bassins pourraient être fabriqués.

Sur ces bases, le taux de progression dépasserait les 35%.

Le Groupe sera donc en position d'augmenter ses parts de marché, de manière significative.

Dans l'attente de cette reprise économique, le Groupe poursuivra les efforts entrepris depuis un an, à savoir :

- réduction des coûts de production,
- allègement des charges
- réduction des charges contentieuses
- renforcement de la proximité avec ses clients,
- reconduction des promotions,
- création de nouveaux produits,
- optimisation des stocks,
- et enfin, poursuite de la politique de prospection de nouveaux distributeurs professionnels.

Perspectives 2010 :

Le Groupe réfléchit sur « l'après crise », en terme de marché, de comportement du consommateur, de pouvoir d'achat.

Le secteur de la piscine sera-t-il le même après la crise ?

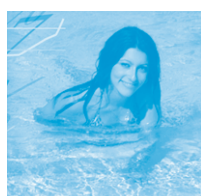
En réponse à ces questions, le Groupe recherche des solutions pour sa pérennité sur un marché qui devrait évoluer et devenir plus difficile.

Si le développement du réseau de clients professionnels demeure la priorité, la recherche de gains de productivité devient aussi une des priorités du Groupe.

Depuis 2008, le Groupe a rationalisé ses structures.

Il est nécessaire maintenant de passer un nouveau cap, pour pouvoir rechercher de nouvelles parts de marché. Pour progresser encore dans ce domaine, il faudra que le Groupe réalise des gains de productivité.

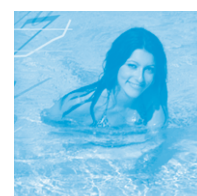
Quant aux prévisions pour 2010, nous avons déjà abordé le sujet, difficile de prévoir ce que sera le futur.



IV - BILAN consolidé au 30 juin 2009

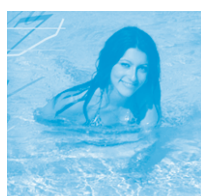
(en milliers d'Euros)

ACTIF	Notes	Brut	Amort./ Prov.	Net 30/06/2009	Net 30/06/2008	Net 31/12/2008
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais de recherche et développement		-	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences		1 011	52	959	958	958
Fonds commercial		205	-	205	206	205
Autres immobilisations incorporelles		-	-	-	-	-
	VIII-1	1 215	52	1 163	1 165	1 162
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains		1 393	112	1 281	1 301	1 290
Constructions		6 494	1 864	4 631	4 938	4 777
Installations techn., mat., outil		14 664	5 981	8 683	9 780	9 237
Autres immob. corporelles		7 502	3 704	3 798	3 746	4 003
Immob. corporelles en cours		51	-	51	104	18
Avances et acomptes		-	-	-	-	-
	VIII-2	30 104	11 661	18 444	19 869	19 326
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations		-	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations		-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés		-	-	-	-	-
Prêts		10	-	10	17	7
Autres immob. financières		153	-	152	140	152
	VIII-3	163	0	162	157	160
ACTIF IMMOBILISÉ		31 482	11 713	19 769	21 190	20 648
STOCKS ET EN-COURS						
Matières premières & approvisionnement		1 412	-	1 412	1 990	1 557
En cours de production		-	-	-	-	-
Produits intermédiaires & finis		3 927	16	3 911	4 130	4 596
Marchandises		2 715	56	2 659	3 129	2 780
	VIII-4	8 053	72	7 982	9 248	8 933
AVANCES & ACOMPTES VERSÉS/COM.						
		67	-	67	21	30
CRÉANCES						
Clients et comptes rattachés		2 275	261	2 013	2 034	880
Autres créances		620	-	620	640	1 193
Impôts différés actifs		315	-	315	453	479
	VIII-5	3 209	261	2 948	3 127	2 552
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT						
Actions propres		-	-	-	-	-
Valeurs Mobilières de Placement		147	-	147	116	-
	VIII-6	147	-	147	116	-
DISPONIBILITÉS						
	VIII-6	1 211	-	1 211	1 565	1 088
ACTIF CIRCULANT		12 687	333	12 354	14 078	12 603
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE						
		551	-	551	572	521
TOTAL GENERAL		44 720	12 046	32 674	35 840	33 773



(en milliers d'Euros)

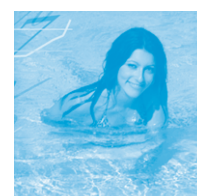
PASSIF	Notes	Net 30/06/2009	Net 30/06/2008	Net 31/12/2008
CAPITAUX PROPRES PART DE GROUPE				
Capital		2 017	2 017	2 017
Primes d'apport, de fusion		517	517	517
Réserve légale		202	202	202
Réserves consolidés		14 428	14 356	14 354
Autres		809	560	839
Ecart de conversion		-1	-2	-7
Résultat consolidé		165	1 802	74
CAPITAUX PROPRES	VIII-7	18 137	19 452	17 996
INTERETS MINORITAIRES				
	VIII-8	198	174	160
Provisions pour risques		377	439	351
Provisions pour charges		93	144	96
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	VIII-9	470	582	447
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts et dettes aup. établ. fin.		2 408	1 819	4 974
Emprunts et dettes financ. divers		3 791	4 173	4 322
	VIII-10	6 200	5 992	9 297
Av. & ac. reçus s/com. en cours		182	181	270
DETTES DIVERSES				
Dettes fourniss. et cptes rattachés		3 253	4 823	1 795
Dettes fiscales et sociales		2 589	3 212	2 268
Impôts différés Passifs		1 324	1 196	1 312
Dettes/immo. et cptes rattachés		-	-	-
Autres dettes		306	213	227
DETTES DIVERSES	VIII-11	7 472	9 445	5 602
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		15	13	0
TOTAL GENERAL		32 674	35 840	33 773



V - COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'Euros)

	Notes	Net 30/06/2009	Net 30/06/2008	Net 31/12/2008
Ventes de marchandises		5 153	6 086	8 925
Production vendue (B et S)		12 740	16 989	26 263
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	IX-1	17 893	23 074	35 188
Production stockée		-685	128	564
Production immobilisée		9	328	398
Subventions d'exploitation		2	11	15
Reprise /prov. et transferts charge	IX-2	144	247	626
Autres produits		-	-	1
PRODUITS D'EXPLOITATION		17 364	23 788	36 792
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises		2 355	3 481	4 941
Variations de stocks de march.		122	-610	-316
Achats matières premières		3 736	6 035	8 747
Achats autres approvisionnements		311	412	635
Variation de stocks Mat./approv.		177	-561	-126
Autres achats et charges externes	IX-3	3 401	4 214	7 672
		10 104	12 970	21 554
IMPÔTS, TAXES ET VERS/ ASSIMILÉS				
		442	587	1 056
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements		3 565	4 516	8 011
Charges sociales		1 353	1 687	2 988
		4 918	6 203	11 000
DOTATION D'EXPLOITATION IX-4				
Amort. sur immobilisations		1 053	1 010	2 101
Provis. sur immobilisations		-	-	-
Provis. sur actif circulant		20	36	169
Provis pour risque et charges		48	68	121
		1 121	1 114	2 391
AUTRES CHARGES IX-5				
		4	-	54
CHARGES D'EXPLOITATION		16 590	20 875	36 055
RESULTAT D'EXPLOITATION		774	2 914	737
PRODUITS FINANCIÈRES				
De participations		-	-	-
Autres intérêts et produits assim.		6	4	5
Reprise/provis. et transf. charges		-	-	1
Différ. positives de changes		19	-	49
Prod. nets/cess. val. mobil. plac.		-	6	20
		25	10	76
CHARGES FINANCIÈRES				
Dot. aux amort. & aux provisions		-	-	-
Intérêts et charges assimilées		232	184	386
Différences négatives de change		19	13	2
Charges nettes/cess. mob. de plac.		-	-	-
		250	196	388
RESULTAT FINANCIER IX-6		-226	-186	-312
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		549	2 728	425



V - COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2009 (suite)*(en milliers d'Euros)*

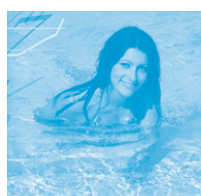
	Notes	Net 30/06/2009	Net 30/06/2008	Net 31/12/2008
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		21	52	63
Sur opér. de capital, cess. actifs		14	16	22
Sur opér. de capital, subv. d'inv.		30	22	86
Autres opér. de capital		-	-	1
Reprises/prov. et transf.de charges		-	-	4
		66	90	176
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion		89	166	232
Sur opérations en capital		10	14	24
Dotations aux amort. et provis.		2	-	-
		101	180	256
RESULTAT EXCEPTIONNEL	IX-7	-35	-90	-80
Partic. Salariés Expansion		-	-	-
Impôts sur les bénéfices	IX-8	133	680	40
Impôts différés		177	132	221
TOTAL DES PRODUITS		17 455	23 889	37 043
TOTAL DES CHARGES		17 251	22 063	36 959
INTERETS MINORITAIRES		38	23	10
BENEFICE OU PERTE		165	1 802	74

Nombre moyen d'actions en circulation

- de base	3 103 540	3 103 540	3 103 540
- dilué	3 103 540	3 103 540	3 103 540

Résultat net par action (en Euros)

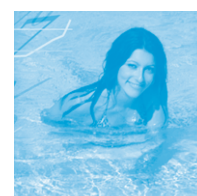
- de base	0,05	0,58	0,71
- dilué	0,05	0,58	0,71



VI - TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'Euros)

Notes	Net 30/06/2009	Net 30/06/2008	Net 31/12/2008
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net part du groupe	165	1 802	74
Résultat revenant aux minoritaires	38	23	9
Eléments non constitutifs de flux liés aux opérations d'exploitation :			
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	-	-
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	1 053	1 009	2 101
- Dotations exceptionnelles aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	2	-	-
- Variation des provisions	32	5	-63
- Impôts différés	176	132	222
- Pertes / (profits) sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-4	-2	-2
- Pertes / (profits) sur cessions d'immobilisations financières	-	-	-
- Quôte part subvention	-30	-23	-86
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	1 432	2 946	2 255
Variation des actifs/passifs relatifs aux clients	-1 144	-613	502
Variation des actifs/passifs relatifs aux fournisseurs	1 458	2 061	-967
Variation des stocks	953	-1 296	-1 009
Variation des autres actifs/passifs d'exploitation	955	790	-658
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	2 222	942	-2 132
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION	3 654	3 888	123
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions de sociétés, nettes de trésorerie acquise	-	-	-
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-1	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-182	-1 106	-1 658
Acquisitions d'immobilisations financières	-	-	-
Produit des cessions d'immobilisations	14	16	22
Incidence des variations de périmètre	-	-	-
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-169	-1 090	-1 636
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-7	-7
Augmentation des capitaux propres	-	5	347
Remboursement des emprunts	-718	-807	-1 581
Augmentation des emprunts	21	496	1 174
Variation des découverts bancaires	-2 400	-1 900	1 500
Avances reçues des tiers, versées aux tiers	-127	-64	-13
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-3 224	-2 277	1 446
Incidence des variations de change sur la trésorerie	8	-2	-5
Variation de trésorerie	269	519	-74
Trésorerie en début d'exercice	1 088	1 162	1 162
TRÉSORERIE EN FIN D'EXERCICE	1 357	1 681	1 088



Commentaires sur les variations de trésorerie consolidée

- Le tableau des variations de trésorerie consolidée, présenté ci avant, détaille les principaux flux financiers du premier semestre 2009 et de l'année 2008.

- La capacité d'autofinancement dégagée par le Groupe au 30 juin 2009 s'est élevée à 1 432 K€.

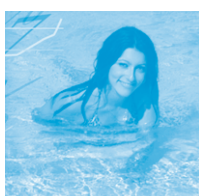
- La variation du besoin en fonds de roulement génère une entrée de ressource à hauteur de 2 222 K€. Les postes clients et fournisseurs y contribuent à hauteur de 314 K€ auxquels il faut rajouter une diminution du stock de l'ordre de 953 K€. La variation des autres actifs/passifs d'exploitation est justifiée essentiellement par d'une part, une diminution de la créance d'impôt sur les sociétés de 270 K€ et d'autre part par une augmentation des dettes fiscales et sociales de 321 K€.

Les flux de trésorerie de PGA M1 liée à l'exploitation se présentent comme suit:

PGA M1	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat Net	-274	-333	-965
Dotations aux amortissements	66	52	90
Capacité d'autofinancement	-208	-281	-875
Variation des stocks	124	-547	-636
Variation créances	-173	0	-247
Variation fournisseurs et autres	206	426	1 901
Variation du besoin en fonds de roulement	330	-121	1 265
Flux de trésorerie d'exploitation	122	-402	390

- Le solde net des opérations d'investissement et des cessions se traduit par un décaissement de 169 K€ contre 1 090 K€ en 2008 sur la même période.

- La réduction des charges de structure et à la diminution des stocks, face à la baisse du chiffre d'affaires et le remboursement de la dette financière 3 118 K€ expliquent la stabilité du solde de trésorerie.



VII - REGLES ET METHODES COMPTABLES

I REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés au 30/06/2009 du Groupe PISCINES GROUPE GA sont réalisés conformément au référentiel comptable en vigueur en France, incluant notamment les dispositions du règlement CRC 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

Au 30 juin 2009, la consolidation porte sur toutes les sociétés du périmètre.

1°) Principe de consolidation

Toutes les sociétés du Groupe contrôlées directement ou indirectement sont consolidées.

Les filiales placées sous le contrôle exclusif du Groupe, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, avec calcul des intérêts minoritaires. Le Groupe ne détient aucune société sur laquelle elle exerce un contrôle conjoint ou une influence notable. Aucune société, répondant aux critères évoqués ci-dessus n'a été exclue du périmètre de consolidation.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés de droit français ayant l'euro pour monnaie fonctionnelle à l'exception de la nouvelle société PGAM1 qui dépend du droit marocain.

2°) Méthodes de conversion

Pour la société Marocaine, les postes du bilan sont convertis au taux de clôture de l'exercice et les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen en vigueur au cours de l'exercice.

Les différences de conversion sont inscrites en capitaux propres.

Cours contre euros retenus pour les devises :

	Cours de clôture	Cours moyen
Dirham (Maroc)	11,2994	11,1697

3°) Traitement de l'écart d'acquisition

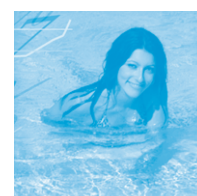
Lors de la prise de contrôle d'une filiale consolidée, la totalité des éléments identifiables de l'actif acquis et du passif repris est évalué à sa valeur d'utilité et peut-être revue pendant l'exercice d'acquisition.

L'écart résiduel entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'actif net à la date de prise de participation est inscrit sous la rubrique « Ecart d'acquisition » à l'actif du bilan.

Dans le cadre de l'opération de rachats par le groupe, des titres des filiales, aux minoritaires (AGE en date du 29 décembre 2005), la société a appliqué le traitement comptable du Règlement CRC 99-02 relatif aux acquisitions d'un pourcentage d'intérêt complémentaire dans une entité déjà contrôlée, et ce en l'absence de disposition particulière dans le cas des entités sous contrôle commun. Par conséquent, cette opération constitue une opération interne sans impact sur les comptes consolidés, l'effet de l'acquisition des minoritaires étant comptabilisés en capitaux propres. Un traitement similaire aurait été appliqué selon IFRS 3.

4°) Périmètre de consolidation

Toutes les sociétés ont été consolidées sur la base de comptes arrêtés au 30 juin 2009.



Sociétés	2009 % Contrôle	2008 % Contrôle	Méthode de Consolidation	2009 % Intérêt	2008 % Intérêt
PISCINES GROUPE GA			Société mère		
13420 Gemenos					
U1 PPP	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
13420 Gemenos					
U2 PPP	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
21320 Pouilly en auxois					
U3 PPP	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
86130 Dissay					
U4 PPP	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
67320 Weyer					
U5 PPP	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
82340 Saint Loup					
U6 PPP	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
53410 L a Gravelle					
UNION PISCINES France	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
30670 Aigues Vives					
PGAM 1	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
(Tissir) Maroc					
Sté de MOULAGE PROVENCAL	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
13420 Gemenos					
SIP GARD	51%	51%	Intégration globale	51%	51%
30670 Aigues Vives					
GIE	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
13420 Gemenos					

5°) Principes comptables et méthode d'évaluation

5.1 Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées des droits de propriétés industrielles nécessaires à l'exploitation du Groupe.

Les logiciels sont amortis sur 12 mois répartis « prorata temporis » sur l'exercice d'acquisition et sur l'exercice suivant.

Les Brevets, Marques et Modèles ne sont pas amortissables. Aucune date de fin n'est prévisible quant à l'avantage qu'en tire l'entreprise.

La valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur et révisée à chaque clôture. Ce test est effectué en fin d'exercice.

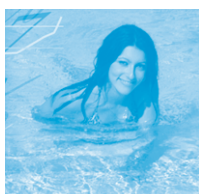
5.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode linéaire.

Durée de vie estimée des immobilisations :

<u>Eléments</u>	<u>Durée</u>
Constructions, Agencements	20 à 25 ans
Installations techniques	5 à 15 ans
Moules de piscines	15 ans
Matériel et outillages	5 à 15 ans
Autres immobilisations Corporelles	5 à 15 ans



5.3 Immobilisations Financières

Aucun titre de participation ne figure au bilan du 30 juin 2009. Toutes les sociétés du Groupe ont été consolidées. Ce poste comprend aussi des prêts au personnel et des dépôts et cautionnements.

5.4 Stock et en-cours

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation

Les stocks sont évalués de la manière suivante :

Matières premières/Marchandises - Coût moyen unitaire pondéré.

Les produits finis - Coût de production

5.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font, le cas échéant, en fonction du risque encouru, l'objet d'une provision pour dépréciation.

5.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur cours d'achats. Leur valeur d'usage est déterminée au cours du dernier prix de rachat connu pour les SICAV. Les moins values potentielles font l'objet d'une provision pour dépréciation, les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

5.7 Provisions risques et charges

Les provisions sont comptabilisées dès lors que le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers à la clôture résultant d'un événement passé et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie attendue.

Ces Postes comprennent donc principalement

- les provisions pour litiges et contentieux en cours établies sur la base de l'estimation du risque encouru.
- les provisions pour garanties données aux clients évaluées sur des bases statistiques compte tenu des dépenses engagées dans le passé.
- les provisions pour indemnité de départ à la retraite.

5.8 Impôts différés

Les impôts différés sont enregistrés au bilan et au compte de résultat consolidés et résultent :

- du décalage temporaire entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur.
- des différences existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs du bilan.
- des retraitements et éliminations imposés par la consolidation et non comptabilisés dans les comptes individuels.
- de l'activation des déficits fiscaux.

Les impôts différés actifs sont inscrits au bilan dans la mesure où il est probable qu'ils soient récupérés au cours d'exercices ultérieurs. Pour apprécier la capacité de la société à récupérer ces actifs, il est tenu compte des éléments suivants :

- historique des résultats fiscaux,
- prévisions de résultats fiscaux futurs

Le montant des impôts différés reconnu dans les comptes du Groupe est déterminé au niveau de chacune des entités fiscales du périmètre de consolidation.

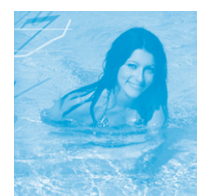
5.9 Indemnités de fin de carrière

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés selon la méthode dite prospective avec projection des droits en fin de carrière, et sont comptabilisés intégralement en provision pour risques et charges.

La valorisation du montant de ces engagements d'indemnités de fin de carrière a été effectuée sur la base d'évaluations actuarielles. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires.

<u>Données actuarielles</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>	
Age de la retraite	65 ans	65 ans	
Taux actualisation	5,60%	5,60%	
Taux de progression des salaires	2,00%	2,00%	
Taux de turn over Cadre	5,99%	6,44%	En moyenne
Taux de turn over non cadres	14,35%	14,45%	Le taux de turn over est établi entité par entité

Table de mortalité 2004-2006 de L'INED (l'institut National d'Etudes Démographiques)



5.10 Location financement

Les biens acquis en location financement sont comptabilisés en immobilisations.

Les règlements des redevances sont comptabilisés comme des remboursements de capital emprunté et des charges financières. Les biens ainsi portés à l'actif sont amortis sur leur durée de vie économique.

5.11 Les coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges financières de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

5.12 Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès la livraison du bien ou la réalisation de la prestation de service.

Les remises rabais ristournes consentis aux clients sont comptabilisés simultanément à la reconnaissance des ventes en déduction du chiffre d'affaires.

5.13 Information relative aux parties liées

Une entreprise est considérée comme liée à une autre lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble consolidé.

Toutes les sociétés du Groupe sont intégrées globalement. Pas d'information complémentaire à donner.

5.14 Résultat par action

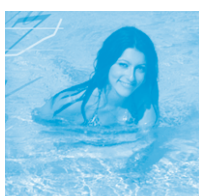
Le résultat net par action se calcule en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

5.15 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel exprime le résultat réalisé par une entreprise en raison des évènements non récurrents qui ont pris naissance au cours de l'exercice considéré. Il ne prend en compte que les produits et charges exceptionnels. Les produits exceptionnels peuvent concerner des opérations de gestion (par exemple le recouvrement inattendu d'une créance sortie des comptes) ou des opérations en capital (par exemple le produit de la vente d'un actif : une filiale, une usine, des machines de production...). De même, les charges exceptionnelles peuvent concerner des opérations de gestion (par exemple des coûts de restructuration) ou des opérations en capital (par exemple la valeur résiduelle, compte tenu des amortissements accumulés, des actifs vendus).

5.16 Crise financière

Nous sommes actuellement confrontés à une crise économique et financière dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision. Les comptes semestriels ont été établis par référence à cet environnement immédiat, notamment pour la valorisation des investissements, placements et instruments financiers, l'appréciation des écoulements probables de stocks ou la recouvrabilité des créances commerciales. Les actifs dont la valeur s'apprécie par référence à des perspectives à plus long terme, en particulier les actifs incorporels ou immobiliers, ont été évalués dans le cadre d'hypothèses prenant en compte une crise économique et financière dont la durée serait limitée dans le temps, en particulier dans ses effets sur les flux de trésorerie futurs résultant de l'activité, les paramètres financiers utilisés pour ces valorisations étant toutefois ceux prévalant sur le marché à la date de clôture.



VIII - NOTES SUR LE BILAN

VIII-1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

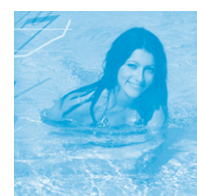
(en milliers d'Euros)

	31/12/2008	Acquisitions	Diminutions	Autres	30/06/2009
Brevet-Licences-Marques	1 009	2	-	-	1 011
Fonds de commerce	205	-	-	-	205
Valeurs Brutes	1 214	2	0	0	1 216
Amortissements	-52	-	-	-	-52
Valeurs Nettes	1 162	2	0	0	1 164

VIII-2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'Euros)

	31/12/2008	Acquisitions	Diminutions	Autres	30/06/2009
Terrains	1 084	-	-	-	1 084
Constructions	2 969	16	-	-	2 985
Installations tech., matériel et outillage (1)	10 239	39	-	-	10 278
Autres immobilisations corporelles	3 093	72	-104	-	3 061
Immobilisations corporelles en cours	18	33	-	-	51
Avances et acomptes/immob corporelles	-	-	-	-	-
Crédit-bail (2)	12 664	21	-40	-	12 645
Valeurs Brutes	30 067	181	-144	0	30 104
Amortissements Terrains	-102	-10	-	-	-112
Amortissements Constructions	-1 171	-83	-	-	-1 254
Amortissements Install tech, mat et outil	-4 175	-433	-	-	-4 608
Amortissements Autres immob corpor.	-1 800	-144	94	-	-1 850
Amortissement Crédit-bail (2)	-3 493	-383	40	-	-3 836
Total amortissements	-10 741	-1 053	134	0	-11 660
Valeurs Nettes	19 326	-872	-10	0	18 444



(2) VENTILATION DU CREDIT BAIL*(en milliers d'Euros)*

	31/12/2008	Augmentations	Diminutions	Autres	30/06/2009
Terrains	309	-	-	-	309
Constructions	3 510	-	-	-	3 510
Installations tech., matériel et outillage	4 385	-	-	-	4 385
Autres immobilisations corporelles	4 460	21	-40	-	4 441
Valeurs Brutes	12 664	21	-40	0	12 645
Amortissements Terrains	-	-	-	-	-
Amortissements Constructions	-530	-80	-	-	-610
Amortissements Install tech, mat et outil	-1 213	-160	-	-	-1 373
Amortissements Autres immob corpor.	-1 752	-142	40	-	-1 854
Total amortissements	-3 495	-382	40	0	-3 837
Valeurs Nettes	9 169	-361	0	-0	8 808

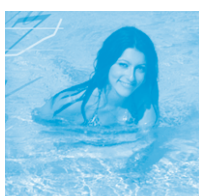
VIII-3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES*(en milliers d'Euros)*

	31/12/2008	Acquisitions	Diminutions	Autres	30/06/2009
Titres de filiales non consolidées	-	-	-	-	-
Prêts	7	9	-7	-	9
Autres (dépôts, cautions...)	153	-	-	-	153
Immobilisations financières	160	9	-7	0	162

VIII-4 STOCKS*(en milliers d'Euros)*

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Matières premières	1 412	1 990	1 557
Produits finis	3 927	4 148	4 613
Marchandises	2 714	3 155	2 837
Provisions pour dépréciation	-72	-45	-74
Stocks nets	7 981	9 248	8 933

La recherche d'une meilleure gestion des stocks est une des mesures permettant d'améliorer les performances de l'entreprise. Ainsi le stock est en baisse de 13,7 % par rapport au 30/06/2008. A noter aussi qu'une réduction de la production de l'ordre de 25 % contribue à maîtriser ces postes d'actifs.



VIII-5a CLIENTS AUTRES ACTIFS

(en milliers d'Euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Comptes clients	2191	1 757	1 078
Factures à établir	84	488	52
Provisions pour dépréciation	-261	-211	-250
Créances nettes	2 014	2 034	880
Créances sur l'Etat (1)	103	242	129
Créance de TVA (2)	299	292	395
Impôts sur les sociétés	117	-	387
Autres créances	23	22	64
Fournisseurs débiteurs avoirs à recevoir	77	84	218
Avances versées/cde en cours	67	21	30
Impôts différés actifs	315	453	479
Autres actifs circulants nets	1 011	1 114	1 702

(1) Plafonnement de la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée : 103 K€.

(2) Carry back pour 117 K€.

VIII-5b VENTILATION DES CREANCES PAR ECHEANCE

(en milliers d'Euros)

	- de 1 an	+ de 1 an	Total
Avances et acomptes versés/cde en cours	67	-	67
Clients douteux ou litigieux	-	416	416
Autres créances clients	1 859	-	1 859
Autres créances prod a recevoir	1 001	-	1 001
Charges constatées d'avance	551	-	551
Total	3 478	416	3 894

VIII-6 TRESORERIE

(en milliers d'Euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Val. Mob. de Placement	147	116	-
Disponibilités	1 211	1 565	1 088
Trésorerie nette	1 358	1 681	1 088



VIII-7 CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'Euros)

	Capital	Primes	Réserve du groupe	Résultat de l'exercice	Autres (1)	Totaux capitaux propres
Situation clôture 31/12/2006	2 017	517	10 676	1 680	443	15 333
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
Affectation du Résultat	-	-	1 680	-1 680	-	-
Résultat de la période	-	-	-	2 200	-	2 200
Autres	-	-	-	-	134	134
Situation clôture 31/12/2007	2 017	517	12 356	2 200	577	17 767
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
Affectation du Résultat	-	-	2 200	-2 200	-	-
Résultat de la période	-	-	-	74	-	74
Autres	-	-	-	-	255	255
Situation clôture 31/12/2008	2 017	517	14 556	74	832	17 996
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
Affectation du Résultat	-	-	74	-74	-	-
Résultat de la période	-	-	-	165	-	165
Autres	-	-	-	-	-25	-25
Situation clôture 30/06/2009	2 017	517	14 630	165	807	18 136

(1) La colonne « Autres » correspond aux subventions restant à rapporter au résultat. Elle concerne les subventions accordées pour la construction des usines U5 PPP et U6 PPP et pour les outils de production de U5 PPP. La réintégration se fait en fonction de la durée des amortissements. Selon les dispositions du règlement n°99-03, les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans la rubrique " capitaux propres ".

VIII-8 INTERETS MINORITAIRES

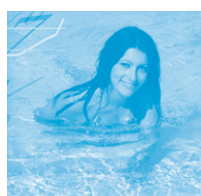
(en milliers d'Euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Solde en début d'exercice	160	158	158
Dividendes versés	-	-7	-7
Résultat de l'exercice	38	23	9
Solde en fin d'exercice	198	174	160

VIII-9 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET VARIATIONS

(en milliers d'Euros)

	31/12/2008	Dotations	Reprises	Reprises prov. non utilisées	30/06/2009
Indemnités de départ en retraite	96	3	-	-6	93
Provision pour garantie	209	-	-	-	209
Risques sociaux	55	20	-	-	75
Risques fiscaux	-	-	-	-	-
Litiges clients	87	25	-7	-12	93
Total	447	48	-7	-18	470



VIII-10a DETTES FINANCIERES ET VARIATIONS

(en milliers d'Euros)

	31/12/2008	Augmentations	Diminutions	Autres	30/06/2009
Emprunts et dettes aup. établ. fin.	4 974	-	-2 566	-	2 408
Emprunts et dettes financ. divers	11	2	-	-	13
Financement par Crédit Bail	4 311	21	-554	-	3 778
Total	9 296	23	-3 120	0	6 199

VIII-10b EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

(en milliers d'Euros)

	Part à - d'1 an	Part de 2 à 5 ans	Part à + 5 ans	Total
Emprunts et dettes aup. établ. fin.	1 601	807	-	2 408
Emprunts et dettes financ. divers	-	13	-	13
Financement en Crédit Bail	954	1 865	959	3 778
Total	2 555	2 685	959	6 199

VIII-11 AUTRES PASSIFS

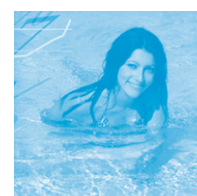
(en milliers d'Euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Dettes fournisseurs	3 253	4 823	1 795
Dettes fiscales et sociales	2 589	3 212	2 268
Av et Acompte reçus	182	181	270
Impôts différés passifs	1 324	1 196	1 312
Comptes courants Gérard ANDREI	2	7	3
Autres passifs à court terme	319	219	224
Total passifs à court terme	7 669	9 638	5 872

VIII-12 VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS SECTORIELS

Compte tenu de la mise en commun des moyens (matériels, ressources humaines, ressources financières), il apparaît au Groupe peu pertinent d'effectuer un découpage des actifs et passifs à l'intérieur du secteur France. Les actifs et passifs sont donc ventilés en deux pays : la France et le Maroc.

(en milliers d'Euros)	France	Maroc
ACTIF	30 653	2 020
PASSIF	13 339	530



IX - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

IX-1 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'Euros)

- Information sectorielle

Le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur géographique.

En effet, la stratégie du Groupe s'appuie principalement sur un déploiement géographique de son activité en France.

Le pôle Marocain est composé d'une usine PGAM 1 qui a commencé son exploitation début 2008.

Compte tenu des perspectives de développement, le Groupe a retenu le secteur géographique comme critère du niveau primaire. La ventilation du chiffre d'affaires par secteur géographique est effectuée en fonction de la localisation des usines.

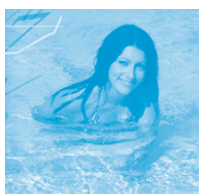
	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Ventes de marchandises	5 153	6 085	8 295
Production vendue (B&S)	12 740	16 989	26 263
Chiffre d'affaires	17 893	23 074	35 188
PISCINES GROUPE GA	17	16	34
U1 PPP	2 481	3 169	4 492
U2 PPP	3 660	4 412	6 939
U3 PPP	2 284	3 600	6 073
U4 PPP	2 072	2 438	4 164
U5 PPP	2 372	3 331	4 771
U6 PPP	1 140	1 919	2 932
UNION PISCINES France	2 667	3 634	4 576
PGAM 1	417	29	115
SMP	448	484	692
SIP	335	312	400
Total	17 893	23 074	35 188

Répartition géographique	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
REGION NORD	6 873	8 769	14 035
REGION SUD	10 603	14 276	21 037
MAROC	417	29	116
Total	17 893	23 074	35 188

En pourcentage du chiffre d'affaires	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
REGION NORD	38,41%	38,00%	39,98%
REGION SUD	59,26%	61,87%	59,78%
MAROC	2,33%	0,13%	0,33%
Total	100,00%	100,00%	100,00%

Au niveau du résultat d'exploitation, la répartition par région se présente comme suit :

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
REGION NORD	591	1 266	864
REGION SUD	377	1 956	827
MAROC	-194	-308	-954
Total	774	2 914	737



IX-2 TRANSFERTS DE CHARGE - SUBVENTIONS*(en milliers d'Euros)*

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Transferts de charges :	108	169	272
Subventions	2	11	15

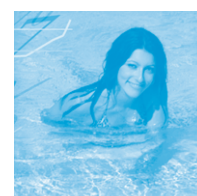
IX-3 CHARGES EXTERNES*(en milliers d'Euros)*

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
EDF	-83	-113	-196
Fioul Gaz	-118	-128	-196
Eau	-15	-12	-26
Carburant	-402	-612	-977
Fournitures administratives petit Outillage	-143	-222	-371
Assistance Informatique S.Traitance	-87	-118	-240
Loyer	-519	-467	-972
Entretien	-301	-398	-681
Assurance	-347	-383	-747
Personnel détaché Intérim	-240	-298	-386
Honoraires	-165	-157	-361
Foires exposition Publicité	-305	-440	-951
Frais Transport	-141	-204	-394
Frais Déplacement	-379	-473	-831
Poste Télécom Affranchissement	-82	-99	-187
Frais bancaires	-22	-24	-48
Divers	-53	-65	-108
	-3 402	-4 214	-7 672

L'impact de la hausse du prix du carburant et du fioul en 2008 ainsi que la baisse des livraisons de bassin sur le premier semestre 2009 justifient la variation négative de ces 2 postes de 220 K€.

L'interim baisse de 58 K€ du fait de la limitation des bassins produits sur le premier semestre et de la réactivité en réponse à la baisse du chiffre d'affaires. Ceci a permis de rationaliser le coût de la main d'œuvre par bassins.

La limitation des dépenses de charges externes a permis de réduire sensiblement les frais de déplacement (94 K€), les dépenses de publicité (135 K€), agencements, petits entretiens non indispensables (97 K€).



IX-4 DOTATIONS REPRISES AMORTISSEMENTS*(en milliers d'Euros)*

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Variation des provisions sur stock	2	5	-24
Variation des provisions sur autres actifs circulants	-11	-19	-35
Variation des provisions pour risques et charges	-23	23	110
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	-1 054	-1 010	-2 101
Variation des provisions sur indemnités de départ en retraite	-3	-12	36
Dotations Reprises aux amortissements et aux provisions	-1 083	-1 013	-2 014

IX-5 AUTRES CHARGES*(en milliers d'Euros)*

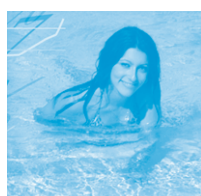
	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Pertes sur créances irrécouvrables	-4	-	-54
Divers	-	-	-
Autres charges	-4	-	-54

IX-6 RESULTAT FINANCIER*(en milliers d'Euros)*

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Revenus de cessions de valeurs mobilières de placement	3	6	20
Intérêts sur Prêt	3	4	6
Escompte Obtenus	-	1	-
Différence positive de change	19	-	49
Intérêts sur Crédit Bail	-108	-88	-209
Différence négative de change	-19	-13	-1
Intérêts d'emprunts et agios	-124	-96	-177
Résultat financier	-226	-186	-312

IX-7 AUTRES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES*(en milliers d'Euros)*

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Produits sur cessions d'éléments d'actifs	14	16	22
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	-11	-14	-24
Dotations aux amortissements exceptionnels	2	-	-
Protocole transactionnel	-46	-85	-128
Régularisation fiscale	-	47	38
Régularisation sociale	-5	-64	-70
Quôte part subvention	30	22	86
Régularisation clients / fournisseurs	-4	-4	1
Autres	-15	-8	-6
Résultat exceptionnel	-35	-90	-81



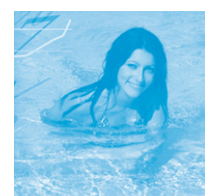
IX-8 IMPOTS

(en milliers d'Euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Impôts courants	133	680	40
Charges (produits) d'impôts différés	178	132	221
Total impôts sur les sociétés	311	812	261
	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat avant impôts, intérêts minoritaires	515	2 637	345
Impôt sur les résultats calculé au taux applicable en France (33,33%)	172	879	115
Différence de taux d'impôts des filiales	1	-2	28
Amortissements excédentaires	2	4	7
Taxe sur les véhicules de société	4	3	9
Amendes et pénalités, provisions pour impôt	1	-	4
Dividendes filiales	-	1	1
Autres Réintégration fiscale (Amendement Charasse)	21	28	32
Différences permanentes	28	36	53
Actif impôt constaté PGAM 1	110	-97	66
Variation de taux - Ouverture	-	-4	-
Variation de taux - Résultat	-	-	-
Variation de taux	0	-4	0
Impôt calculé	311	812	262
Impôt courant	133	680	40
Impôt différé	178	132	221
Impôt observé	311	812	261
	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Actifs			
Provision pour retraites	31	48	32
Marges Internes	270	313	286
Autres décalages temporaires	12	23	25
Pertes fiscales reportables	232	587	552
Impôts différés actifs potentiels	545	971	895
Passifs			
Amortissements/Reprise nets Dérogatoires	67	329	304
Crédit bail	1 485	1 385	1 424
Impôts différés passifs	1 552	1 714	1 728

VENTILATION DE L'IMPÔT

	30/06/2009			30/06/2008		
	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net avant minoritaires	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net avant minoritaires
Courant	549	322	227	2 790	842	1 886
Exceptionnel	-35	-12	-23	-90	-30	-60
Total	514	310	204	2 638	812	1 826



IX-9 EFFECTIFS MOYENS

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Cadres	35,62	34,85	35,89
Non cadres	229,95	277,63	261,82
Total	265,57	312,48	297,71

	30/06/2009			31/12/2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	235,51	30,06	265,57	261,83	35,88	297,71

- RÉPARTITION DE CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27/01/2006 a décidé d'attribuer un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, à toutes actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis trois ans au moins, au nom du même actionnaire.

Il n'existe pas de disposition limitative du droit de vote.

Actionnaires	Actions pleine propriété	Nu propriété	Usufruit	% capital pleine prop.	% capital pleine prop. ou nu prop.	% capital P. P. et usufruit
ANDREI Gérard	1 896 309		163 076	61,10%	61,10%	66,36%
GA FINANCES	71 577			2,31%	2,31%	2,31%
ANDREI Patricia	69 347		163 074	2,23%	2,23%	7,49%
ANDREI Pascale	145 985	155 805		4,70%	9,72%	4,70%
ANDREI Sandra	147 591	155 805		4,76%	9,78%	4,76%
NECCO Geoffrey	47 155	7 270		1,52%	1,75%	1,52%
NECCO Florent	47 155	7 270		1,52%	1,75%	1,52%
SCI CAPRIERS	2 752			0,09%	0,09%	0,09%
FAUREL Jean-Michel	11 450			0,37%	0,37%	0,37%
FERNANDEZ Albert	15 937			0,51%	0,51%	0,09%
BERNARD Pierre	875			0,03%	0,03%	0,03%
ACHDJEAN Henri	600			0,02%	0,02%	0,02%
CURCOVICH Jean-Claude	81 880			2,64%	2,64%	2,64%
Titres ALTERNEXT	238 777			7,69%	7,69%	7,69%
	2 777 390	326 150	326 150	89%	100%	100%

M. et Mme ANDREI ont effectué une donation avec réserve d'usufruit au profit de leurs enfants et petits enfants.

Risque de change

Les opérations effectuées par les sociétés du groupe sont pour l'essentiel libellées dans leur devise fonctionnelle, à l'exception de quelques importations quand les pratiques commerciales l'imposent. Le Groupe n'est donc que très faiblement exposé au risque de change.

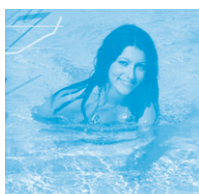
- EVENEMENTS POST-CLOTURE

Afin de limiter les effets négatifs de la crise, PISCINES GROUPE GA a restructuré sa dette.

Un emprunt sur 6 ans, est venu se substituer à des concours court terme renouvelables annuellement.

Cette restructuration permet ainsi au Groupe d'avoir une meilleure assise financière.

Le Groupe maintient son potentiel de production pour être pleinement opérationnel dès la sortie de crise. Afin de permettre cela, il utilisera toutes les mesures en vigueur mises à la disposition des entreprises.





Piscines Groupe GA... La passion



PISCINES GROUPE GA

SA au capital de 2 017 301 euros

RCS 377 847 637 00016 Marseille

Parc d'Activités - Quartier du Douard RN 8 13420 Gémenos

Tél : 04 42 32 03 32 / Fax : 04 42 32 09 15

www.piscinesgroupega.com